

PRIX MEDITERRANEE POUR LE FEMMES 2017

à

FOUZIA ASSOULI

Au Maroc, les militant-e-s de la Fédération de la ligue démocratique pour les droits des femmes (FLDDF) sont en première ligne pour lutter contre toutes les formes de discriminations à l'égard des femmes.

Fouzia Assouli, sa présidente, en est la figure emblématique.

Dès 1993, la Ligue a été à la rencontre des habitant-e-s afin de les sensibiliser à l'égalité et à la citoyenneté grâce à des cours d'alphabétisation, des centres d'écoute ou encore par le biais des "caravanes des droits des femmes" qui parcouraient le pays. Nul doute que ses nombreuses actions ont été précieuses sur la route qui mena au 10 octobre 2003 : ce jour-là, le roi du Maroc, Mohamed VI, annonçait lui-même la réforme de la Moudawana, le code de la famille, révolutionnant ainsi dans les textes, le statut des femmes, en consacrant le principe d'égalité entre les hommes et les femmes.

Militante emblématique des droits des femmes au Maroc, Fouzia Assouli et la Fédération sont de tous les combats : lutte contre les violences conjugales, contre le mariage des mineures, pour davantage de parité... En juin 2014, elles avaient réuni une coalition féministe pour condamner les propos du chef islamiste du gouvernement Abdelilah Benkirane qui estimait que le travail ne laissait "plus de temps [à la Marocaine] ni de se marier, ni de devenir mère, ni d'éduquer ses enfants. [...] Les foyers marocains se sont éteints lorsque les femmes sont sorties pour travailler".

Depuis peu, la Fédération se mobilise pour la dépénalisation de l'avortement. "Nous voulons que l'avortement médical soit complètement dépénalisé, afin de respecter le droit de la femme à disposer de son corps, mais aussi celui de l'enfant à être désiré", explique Fouzia Assouli. "Une femme qui veut avorter trouvera toujours le moyen d'avorter ; si elle a les moyens elle trouvera des solutions au Maroc ou à l'étranger ; si elle est pauvre, elle tombera dans les mains d'un charlatan : finalement, dépénaliser l'avortement c'est mettre fin à cette discrimination".

Naples, le 13 septembre 2017